

# Côte d'Ivoire : histoires de la crise

*Denis Cogneau, Sandrine Mesplé-Somps, François Roubaud*

Au milieu des années 1990, et après une décennie de forte récession, la situation économique de l'Afrique sub-saharienne semblait s'améliorer. La croissance du produit par tête était redevenue positive, l'inflation était mieux maîtrisée que par le passé, les déficits des comptes publics et extérieurs étaient réduits. Ce retournement intervenait à l'issue d'un long processus de réformes : politiques de stabilisation macro-économique, privatisations, restructuration des systèmes financiers, libéralisation graduelle du commerce extérieur et de l'agriculture, amélioration partielle du cadre juridico légal. Il était également favorisé par la bonne tenue des cours des grandes matières premières exportées par le continent, et la reprise progressive de la croissance dans les pays industrialisés. Enfin, dans de nombreux cas, la démocratisation politique semblait continuer d'avancer, permettant d'espérer une meilleure adaptation des politiques menées aux exigences du moment. En particulier, la fin de l'apartheid en Afrique du Sud semblait pouvoir annoncer un nouveau départ pour le continent le plus déshérité de la planète.

Au sein de la zone Franc et de l'Afrique francophone, c'est en Côte d'Ivoire que la reprise économique avait été observée le plus nettement. Ce changement était important étant donné le poids économique de ce pays dans ce groupe. L'embellie intervenait en même temps qu'une accélération des réformes. Par ailleurs, l'intégration régionale de la zone UEMOA continuait son cours : l'harmonisation des tarifs douaniers se mettait en place ainsi qu'une bourse régionale des valeurs. Toutefois, la forte relance de l'économie était aussi imputable à des facteurs conjoncturels : dévaluation du franc CFA, hausse des cours du café et du cacao sur les marchés mondiaux et afflux de capitaux étrangers privés et publics.

Au début du nouveau siècle, l'évolution du continent est de nouveau placée sous un signe d'incertitude. Depuis le départ de Nelson Mandela du pouvoir, le renouveau économique et social de l'Afrique du Sud demeure réel, mais paraît devoir s'inscrire dans la longue durée, et n'a pas pour l'instant l'effet d'entraînement escompté par

certain. Les conflits régionaux meurtriers et les guerres civiles paraissent pouvoir menacer à peu près n'importe quel pays africain, comme en Sierra Leone, au Liberia, au Rwanda ou dans les deux Congo dans les années récentes. Même les pays les plus porteurs d'avenir ne paraissent pas devoir être épargnés par les crises politiques, sociales et sanitaires aiguës, qu'il s'agisse récemment du Zimbabwe ou justement de la Côte d'Ivoire. Ainsi les événements qui se sont succédés depuis 1999 (le coup d'Etat du général Robert Gueï) sont venus rappeler que l'un des pays les plus stables et les plus riches d'Afrique n'était pas à l'abri des traumatismes que d'autres ont endurés à différentes étapes de leur histoire post-coloniale.

Ce dossier consacré à la Côte d'Ivoire n'a pas tant pour objet d'effectuer un synoptique de l'histoire récente du pays que de s'interroger sur les facteurs structurants des événements actuels, et leurs possibles conséquences. Huit articles le composent. Les cinq premiers se situent dans "l'œil du cyclone". Ils analysent les prémices et les conséquences immédiates des événements de septembre 2002 que ce soit le discours véhiculé par les acteurs politiques et sa prégnance, la perception par la population elle-même de la situation économique, politique et sociale, ou les conséquences économiques nationales et régionales à court terme.

Les trois articles suivants mettent la tourmente actuelle en perspective de l'histoire longue du pays et de la région. Il se dégage de l'ensemble du numéro que les difficultés économiques et sociales profondes que connaît la Côte d'Ivoire depuis plus de vingt ans ont offert un terreau propice au développement d'une logique de division et de manœuvres claniques d'accession au pouvoir. Par ailleurs, une vision historique de long terme du peuplement du territoire met en exergue l'impasse dans laquelle la rhétorique identitaire ivoirienne a placé et risque de continuer à placer la région.

## Veilles et lendemains de guerre

Les différents auteurs de ce numéro s'accordent sur le fait que ce sont des logiques à court terme "d'entrepreneurs politiques", qui sont à l'origine de la guerre. Comme de nombreux exemples historiques l'ont montré en Afrique comme sur d'autres continents, les démocraties jeunes ou vieilles ne sont pas à l'abri du déclenchement des haines identitaires, dès lors que l'irresponsabilité politique s'installe au pouvoir.

*Marc Le Pape* décrit la "machine infernale des divisions" de la société que les hommes politiques des deux bords ont exploitée, entretenue et n'ont même pas essayé de freiner une fois la guerre civile commencée. S'il subsiste un grand nombre d'inconnues et même de mystères sur l'histoire et les acteurs de ce conflit<sup>1</sup>, il apparaît que les tensions qu'il a soulevées sont loin d'être apaisées. Avant de pouvoir sceller une réconciliation nationale qui comportera nécessairement une part de refoulement et d'oubli, des enquêtes sérieuses sur les nombreuses violations des droits de l'homme commises devront avoir lieu, comme il est prévu dans les accords signés à Marcoussis. L'article 35 de la Constitution régissant les conditions d'éligibilité du président constitua l'argument catalyseur de tous les affrontements politiques, ethniques et religieux. Prévues elle aussi par les accords de Marcoussis, la révision de cet article est cependant encore loin d'être acquise en pratique.

Selon *Jean du Bois de Gaudusson*, les accords de Marcoussis sont des "accords politiques à contenu juridique", relevant tout d'abord de la finalité politique de sortie de crise, et seulement secondairement du droit. Dressant une comparaison avec la sortie de crise à Madagascar, son propos souligne à la fois le nécessaire recours au droit dans de tels contextes et le danger de manipulation du droit à des fins politiques. Il reste à attendre que les accords se transforment en "accords juridiques à contenu politique". On attendrait d'une vision "extérieure" qui se veut impartiale une analyse dépassionnée des dynamiques politiques à l'œuvre. Or on trouve malheureusement un écho des manipulations identitaires politiciennes dans les médias occidentaux.

L'article de *Thomas Bassett* dénonce la vision simpliste de certains médias américains ou français qui réduisent le conflit ivoirien à un affrontement entre un Nord majoritairement musulman et un Sud chrétien. Cette lecture fallacieuse et réductrice du conflit ivoirien renforce les divisions entre communautés qui ont été et sont entretenues par les leaders politiques nationaux, notamment par l'exploitation du thème de l'"ivoirité". Or cette vision dichotomique du territoire n'est pas du tout confirmée par un examen même rapide des cartes de peuplement de la Côte d'Ivoire : s'il est vrai que la population du nord est constituée à hauteur de 56 % par des musulmans, ces musulmans résidant au nord représentent moins d'un quart de la population musulmane ivoirienne totale. C'est ainsi que les musulmans sont légèrement plus nombreux dans le sud que les chrétiens

---

1) Sur lesquels un numéro récent de la revue *Politique Africaine* lève un coin de voile. Cf. Banégas R., Marshall-Fratani R. (coord.), "La Côte d'Ivoire en guerre. Dynamiques du dedans, dynamiques du dehors", *Politique Africaine*, n° 89, juin 2003, pp. 5-125.

qui eux, il est vrai, vivent essentiellement dans cette région. Cette vision s'interdit toute recherche de fondements autres que religieux de la crise. Pour les abidjanais de la rue et à la veille du conflit, l'espoir dans la démocratie continuait de survivre aux déceptions accumulées ; simultanément la fracture ethnique était déjà lisible dans les opinions.

C'est ce que montre *François Roubaud* à partir d'une enquête à large échantillon effectuée en juin 2002 faisant partie d'une série d'enquêtes identiques menées dans les sept capitales francophones d'Afrique de l'Ouest. Les représentations de la société et de la politique y apparaissent moins sombres qu'attendu au regard des événements qui ont suivi, et plutôt représentatives d'une "période de normalisation". Sur tous les plans, l'ère houphouëtienne du parti unique ne fait pas l'objet d'une nostalgie particulière, et les tentations autoritaires récentes (putsch du général Gueï) sont rejetées en bloc. Les institutions démocratiques font l'unanimité parmi les abidjanais, plus encore que dans d'autres capitales de la région. Cette conviction démocratique se combine sans contradiction avec les fortes critiques exprimées à l'égard de la classe politique, de la presse et de la police. Parmi les problèmes qui minent le fonctionnement des institutions, la corruption fait ainsi également l'unanimité. La récession économique et l'extension de la violence sont aussi plus fréquemment citées qu'ailleurs. Dans leur grande majorité les abidjanais estiment vivre mal, dans un environnement précaire marqué par la pauvreté, la manipulation politique, la corruption au quotidien et la criminalité. Toutefois, même s'ils estiment que cet environnement s'est encore dégradé entre 2001 et 2002, sur le plus long terme les progrès de la démocratie et les dividendes de la période 1994-98 ne sont pas oubliés. La défiance le dispute à l'espoir. Malgré cette défiance et cette lucidité affirmées, les manipulations tribalistes semblent avoir trouvé un écho. En effet, derrière les apparences d'une ville multiethnique et cosmopolite, en dépit de l'affirmation unanime d'une identité nationale, la mixité ethnique est faible. Et le poids relatif de la défiance et de l'espoir varie beaucoup avec le groupe ethnique d'affiliation ; l'optimisme des groupes krou et bété (l'ethnie du président en place) tranche considérablement avec le pessimisme des groupes du nord, notamment les mandé. Ainsi l'affrontement avait déjà pris racine dans les vécus individuels et dans les représentations du présent. Cependant les bonnes perspectives macroéconomiques de l'année 2002 les incitaient peut-être à un pessimisme nuancé.

L'article rédigé par une équipe d'économistes de l'AFD (*Emmanuel Fourmann, Thierry Latreille, Blaise Leenhardt, Benoît Massuyeau*), apporte un éclairage sur le contexte économique des événements

politiques ivoiriens, à la fois dans le pays lui-même et dans les pays voisins de l'UEMOA. Adoptant une perspective résolument macroéconomique, leur approche se base sur un modèle quantitatif multi-pays de projections économiques. Cela exige une mobilisation et une mise en cohérence des sources statistiques existantes les plus diverses et les plus "fraîches", provenant de missions de terrain régulières et de zooms thématiques sur des questions-clé. Il ressort que le coût macroéconomique immédiat des événements a été jusqu'en 2002 assez limité. Ce constat positif vaut aussi bien pour les pays environnants, qui, perdants (Mali, Burkina) ou gagnants (Togo, Bénin, Ghana), font montre d'une remarquable plasticité (adaptation des comportements, réorientation des échanges régionaux) que pour la Côte d'Ivoire elle-même. Pour ne citer qu'un chiffre, en 2002 la consommation des ménages a crû de près de 2 % en volume, ce qui ne correspond qu'à une légère dégradation par tête, compte tenu du croît démographique. Les soldes publics et extérieurs se sont même très sensiblement améliorés ; le hiatus avec le dramatique coût humain, social et politique mérite d'être souligné. En fait, l'absence d'effondrement économique n'a tenu qu'à un fil : l'envolée des prix du cacao sur les marchés internationaux, alors que ces derniers avaient déjà connu un rebond substantiel en 2001. Au total, sur deux ans, c'est environ 15 points de PIB supplémentaires qui ont été procurés par la filière cacaoyère à l'économie ivoirienne, dont 8 à 10 captés directement par les ménages. De plus et contrairement à certaines prédictions, la libéralisation à la hussarde de la filière ne s'est pas (pour l'instant) traduite par une ponction croissante des intermédiaires, la part perçue par les producteurs étant même en légère hausse. Cependant, si les répercussions de la crise ont été jusqu'ici contenues, il semble que les limites de cette capacité d'adaptation aient été atteintes. Pour le coup, le prolongement du drame ivoirien ne pourrait se traduire que par une catastrophe humaine à l'échelle de la région. Déjà, même sous des hypothèses optimistes de retour à la paix et avec la poursuite de la hausse du cours du cacao, les estimations des auteurs montrent que l'année 2003 s'annoncerait comme l'année de récession la plus sombre jamais connue par la Côte d'Ivoire.

## L'histoire longue et la guerre

De toutes façons, au-delà de la conjoncture, près de vingt années d'ajustement et de crise économique avaient creusé des failles profondes dans la société. La contribution de *Denis Cogneau et Sandrine Mesplé-Somps*, tirant parti de travaux de recherches accumulés sur la durée, replace l'économie ivoirienne dans sa trajectoire de long

terme. Ils s'interrogent notamment sur les causes profondes du blocage du modèle de développement qui a fini par dégénérer en débouchant sur la crise politique actuelle. Dans la longue chaîne des causes, les auteurs reviennent tout spécialement sur l'occasion perdue de la période post-dévaluation du franc CFA. Ils montrent comment les marges de manœuvre substantielles dégagées par la conjonction d'une série de facteurs internes et externes (forte amélioration de la compétitivité consécutive au changement de parité, remontée des cours du cacao et du café, retour de financement internationaux, amorce d'intégration régionale), ont été finalement dilapidées du fait de l'incapacité des gouvernants à changer les modes d'accumulation et de régulation de la société ivoirienne. Le fait que cette période ait été mise à profit pour mener à bien tout un train de mesures d'envergure trop longtemps différées, n'est pas le moindre des paradoxes. Quels que soient les doutes que l'on peut avoir sur la façon dont la libéralisation a été conduite, jamais la Côte d'Ivoire n'avait connu un tel activisme "réformiste" que dans la seconde moitié des années quatre-vingt dix. En bonne logique, la liste impressionnante dressée par les auteurs, ainsi que la réussite indéniable des autorités de l'époque dans la conduite de certaines politiques (comme par exemple la maîtrise des prix malgré le choc de la dévaluation) aurait pu constituer un cas exemplaire d'ajustement structurel réussi ; et pourtant ! En fait, la Côte d'Ivoire représente un cas d'école pour démontrer la faillite des recettes du "consensus de Washington" : privatisation sans concurrence ni respect du droit, libéralisation sans diversification, ajustement sans transparence, croissance sans intensification ni équité, ne permettent pas de remplir les promesses annoncées. Joseph Stiglitz pourrait trouver dans la Côte d'Ivoire l'exemple africain qui manquait à sa démonstration. En définitive, malgré les changements intervenus, le système néocolonial d'extraction et de distribution des rentes est resté intact. De plus et sans exonérer les hommes politiques, dont la course effrénée au pouvoir "tout de suite" n'a laissé aucune chance à la course de fond au développement, les auteurs insistent sur le poids de la crise sociale, laissée sans réponse. Dans un contexte d'épuisement des fronts pionniers et de saturation foncière, les limites du modèle d'agriculture extensive sont atteintes. Elles se traduisent par une montée des inégalités, notamment à la campagne, et la régression des revenus urbains. En l'absence de politiques correctrices et redistributives, l'embellie de croissance des années 1994-1998 n'a pas réussi à endiguer la montée inexorable de la pauvreté à l'œuvre depuis le milieu des années quatre-vingt, et les disparités criantes en matière d'accès aux soins et à l'éducation de base. Dans ces conditions d'exacerbation des frustrations sociales,

l'exutoire de la mise en question du statut des étrangers, qui a pavé le lit à la montée des tensions entre autochtones et allochtones ivoiriens, a fini par transformer la fuite en avant identitaire en une mortelle randonnée entre citoyens.

*Philippe Hugon* s'interroge sur le caractère prévisible ou non de la crise actuelle, et met en avant plusieurs faisceaux d'arguments pouvant aller dans le sens d'une "crise annoncée". Il conclut toutefois, comme les autres auteurs, à l'absence de causalité mécanique allant de la crise de système à la guerre. Tout en abordant la question sous deux angles forts différents, le premier relevant de l'analyse historique rétrospective, l'autre étant une mise en regard du conflit ivoirien avec d'autres conflits africains, les facteurs avancés sont essentiellement d'ordre économique et démographique. Ils relèvent d'une imbrication entre une croissance démographique forte et une récession économique importante liée notamment à une spécialisation de l'économie dans des productions de rentes profitables mais dont le mode de production est de moins en moins tenable, entraînant par là-même un affaiblissement des structures publiques. L'article se conclut sur quelques pistes de résolution du conflit et de restauration d'une cohésion nationale, impliquant un changement radical de mode de développement, et nécessitant des interventions aux échelons international, régional et national.

A l'instar des deux précédents articles, *Laurent Bossard* met en perspective les crispations sociales actuelles avec l'histoire longue du pays et de la région. L'exposé prend délibérément le parti d'aborder la question ivoirienne sous un angle quasi-exclusivement démographique et permet d'apporter des éléments explicatifs de la configuration actuelle du peuplement décrite dans l'article de Thomas Bassett. L'histoire de la région révèle à quel point la question de l'origine du peuplement du territoire ivoirien est intimement liée aux flux migratoires régionaux, rendant de fait complexe et variée la définition du peuple ivoirien. Prenant le contre-pied du discours politique dominant d'exclusion, l'auteur prône une résolution régionale du conflit actuel. Les interdépendances économiques et politiques entre les pays de la région<sup>2</sup> sont en effet profondes, du fait de l'histoire longue du peuplement.

Sans un changement radical de la rhétorique politique et du mode de gestion économique et social du pays, on peut craindre que la situation de la Côte d'Ivoire ne s'enlise dans un conflit durable.

2) Comme le montre l'article de l'équipe de l'AFD dans ce numéro sur les conséquences économiques régionales du conflit ivoirien, et les articles du numéro récent de Politique Africaine déjà cité concernant les implications politiques du Liberia et du Burkina-Faso dans ce même conflit.

Réciproquement, il ressort de ce dossier que la situation actuelle de la Côte d'Ivoire peut hélas être à plus d'un égard prémonitoire pour d'autres pays du continent. En effet, un certain nombre d'éléments communs apparaissent. Ils traduisent le poids du passé -notamment celui de l'héritage colonial, et la difficile construction d'une nation face aux obstacles à la démocratisation du pouvoir et des élites, aux conflits autour de l'appropriation de la terre dans un contexte de forte pression démographique, et aux effets sociaux néfastes de politiques d'inspirations idéologiques diverses.